



Assemblée générale

Distr. générale
2 avril 1998
Français
Original: anglais

Cinquante-deuxième session

Point 129 de l'ordre du jour

Financement de l'Opération des Nations Unies au Mozambique

Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le rapport du Secrétaire général contenant des informations sur l'exécution du budget de l'Opération des Nations Unies au Mozambique (ONUMOZ) depuis sa création jusqu'au 31 mars 1995 (A/52/680/Add.1). Au cours de l'examen de ce rapport, il était également saisi des rapports du Secrétaire général datés du 31 juillet 1995 (A/49/649/Add.3) et du 25 février 1997 (A/51/807) qui contenaient des informations sur l'exécution du budget de l'ONUMOZ pour les périodes allant du 1er mai au 15 novembre 1994 et du 16 novembre 1994 au 31 mars 1995, respectivement. Il était en outre saisi du rapport du Secrétaire général daté du 14 novembre 1997 sur la liquidation des avoirs de la Mission (A/52/680). Le Comité s'est entretenu avec des représentants du Secrétaire général, qui lui ont fourni des informations supplémentaires.

2. Ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 3 et dans les annexes I et II du document A/52/680/Add.1, le montant total brut des ressources mises à la disposition de l'ONUMOZ pour la période allant du lancement de l'Opération, le 15 octobre 1992, jusqu'au 31 mars 1995, s'est élevé à 561 099 100 dollars (montant net : 553 493 000 dollars) et celui des dépenses à 492 556 300 dollars (montant net : 486 716 800 dollars), y compris des obligations non réglées d'un montant de 18 367 800 dollars. Un montant total brut de 25 986 000 dollars (montant net : 25 471 200 dollars) avait été porté au crédit des États Membres.

3. Le Comité consultatif note que sur la base des ressources fournies à l'ONUMOZ, déduction faite des dépenses de fonctionnement et des sommes portées au crédit des États Membres, le compte spécial de l'Opération faisait apparaître au 30 juin 1997 un solde inutilisé dont le montant cumulé s'élevait à 42 556 800 dollars en chiffres bruts (41 305 000 dollars en chiffres nets).

4. Le Comité consultatif note également que les intérêts et recettes accessoires versés au compte spécial de l'ONUMOZ s'élevaient respectivement à 4 971 000 dollars et 10 328 200 dollars.

5. En ce qui concerne l'état des contributions, le Comité consultatif a été informé qu'un montant de 38,5 millions de dollars restait à recevoir. Il a également été informé que le montant des disponibilités s'élevait à 23 millions de dollars et que 16,7 millions de dollars avaient été prêtés à l'Opération des Nations Unies en Somalie (ONUSOM).

6. Il ressort de l'annexe IV au document A/52/680/Add.1 que sur le montant de 18,4 millions de dollars correspondant à des obligations non réglées, 11,4 millions de dollars sont dus à des gouvernements et 6,9 millions de dollars se rapportent à d'autres créances.

7. Le Comité consultatif a été informé que le montant susmentionné de 11,4 millions de dollars correspondait au montant estimatif à rembourser aux États Membres au titre d'indemnisations (décès et invalidité) en souffrance, de

fournitures et de services fournis en vertu de lettres d'attribution et de matériel appartenant aux contingents. À cet égard, il a appris que les ressources nécessaires pour rembourser le coût du matériel appartenant aux contingents représentent 3 millions de dollars sur le total de 11,4 millions de dollars. Il a également été informé que sur les 10 pays qui avaient fourni des contingents, un seul avait demandé l'application des nouvelles procédures de remboursement applicables au matériel appartenant aux contingents. En réponse à ses questions, le Comité a appris que s'il était fait droit à cette demande, il faudrait prévoir un montant supplémentaire de 5,6 millions de dollars au titre du matériel appartenant aux contingents, montant qui devrait faire l'objet d'une autorisation séparée, car il n'avait pas été prévu au budget.

8. Le Comité consultatif se demande s'il convient d'appliquer les nouvelles procédures concernant le matériel appartenant aux contingents à des missions dont le mandat a pris fin avant l'entrée en vigueur desdites procédures. Il fait observer par ailleurs que la demande considérée porte sur des matériels qui ont déjà été retirés du théâtre des opérations. Cela étant, il craint que si l'ONU décide de faire droit à la demande en question, elle ne paie pour des articles qu'elle a déjà remboursés. Le Comité a été informé à cet égard que dans le cas des pièces de rechange, il n'y aurait aucun risque de double paiement dans la mesure où le coût des pièces qui ont déjà été remboursées aux États Membres en vertu de lettres d'attribution serait déduit du montant estimatif dû auxdits États aux termes du nouveau contrat de location avec services et de l'accord relatif au soutien logistique autonome pour la fourniture du matériel appartenant aux contingents. Le Comité fait toutefois observer que le problème des doubles paiements continue de se poser en ce qui concerne d'autres services que l'ONU fournit aux contingents et qui peuvent faire double emploi avec des services relevant des accords de soutien logistique autonome et qui n'étaient pas couverts par des lettres d'attribution. Compte tenu de cette situation, le Comité estime que les nouvelles procédures de remboursement du matériel appartenant aux contingents ne devraient pas s'appliquer au cas considéré et que le montant supplémentaire de 5,6 millions de dollars ne devrait pas être approuvé.

9. En ce qui concerne le montant de 6,9 millions de dollars se rapportant à d'autres créances (voir plus haut, par. 6), le Comité consultatif a été informé que les crédits correspondants ont en fait été maintenus pour répondre à d'éventuelles demandes de remboursement imprévues, dans le cadre de l'examen continu des montants dus aux pays fournisseurs de contingents. Le Comité a appris que les négociations se poursuivaient régulièrement; en ce qui concerne toutefois un certain nombre de ces pays, il n'a pas pu déterminer dans quelle mesure le montant de 6,9 millions de dollars serait

nécessaire. Le Comité rappelle à cet égard que les engagements non liquidés doivent être annulés à l'expiration d'une période de 12 mois, sauf ceux contractés envers des gouvernements, pour lesquels l'Assemblée générale peut prévoir des arrangements spéciaux, comme elle l'a fait par exemple dans sa résolution 51/15 B du 13 juin 1997 relative au financement de la Mission d'appui des Nations Unies en Haïti. Si une partie ou la totalité du montant de 6,9 millions de dollars n'est pas nécessaire, il conviendra de porter le montant restant au crédit des États Membres (voir plus loin, par. 11).

10. Au paragraphe 7 de son rapport (A/52/680/Add.1), le Secrétaire général indique les mesures que l'Assemblée générale devra prendre à sa cinquante-deuxième session en ce qui concerne le financement de l'ONUMOZ. Le Comité consultatif recommande que l'Assemblée répartisse entre les États Membres le montant brut de 42 556 800 dollars (montant net : 41 305 000 dollars) correspondant au montant cumulatif du solde inutilisé, indiqué dans le rapport. Le Comité a été informé à cet égard que le montant de 5,6 millions de dollars visé aux paragraphes 7 et 8 ci-dessus n'avait pas été déduit du solde inutilisé.

11. Le Comité consultatif recommande, à moins que l'Assemblée générale n'en décide autrement, que le montant de l'intérêt cumulatif (4 971 000 dollars), des recettes accessoires (10 328 200 dollars) et de tout autre excédent qui demeurerait après liquidation des obligations non réglées restant inscrites au Compte spécial de l'ONUMOZ soit porté au crédit du Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix, comme cela a été fait, par exemple, dans le cas de la Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador (ONUSAL) (voir la résolution 50/246 de l'Assemblée générale en date du 17 septembre 1996, relative au financement de l'ONUSAL).